



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DU TARN

Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement

Unité territoriale Tarn-Aveyron

Albi, le 17 JUIN 2014

Le Directeur Régional

à

Madame la Préfète du Tarn

Direction de la Coordination, des Moyens
et de la Logistique
Bureau de l'environnement
et des affaires foncières
81013 ALBI CEDEX 9

Objet : Mise en place de garanties financières pour la mise en sécurité des installations - Fixation du montant et constitution.

Pj : Projet d'arrêté complémentaire.

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES à Madame la PREFETE du TARN

I ETABLISSEMENT

Raison sociale : SAS GALVACIER

Siège social : Z.I. Des Terres Noires – 81370 SAINT SULPICE

Adresse de l'établissement : Z.I. Des Terres Noires – 81370 SAINT SULPICE

Activité principale : Revêtement des matériaux ferreux contre la corrosion

Numéro BASOL : /

Numéro S3IC : 68/2323

II. CONTEXTE REGLEMENTAIRE

La loi n° 76-663 du 16 juillet 1976 modifiée relative aux installations classées pour la protection de l'environnement avait introduit l'obligation de garanties financières pour la mise en activité de certaines installations classées. La loi n° 2003-699 du 30 juillet 2003, relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages est venue élargir leur champ d'application aux installations classées présentant des risques importants de pollution ou d'accident, définies par décret en Conseil d'État.

Le décret d'application de cette loi a été signé le 3 mai 2012 (n° 2012-633). Ces dispositions sont codifiées aux articles R. 516-1 à R. 516-6 du Code de l'environnement et sont applicables au 1er juillet 2012.

Afin de mettre en œuvre cette réforme, trois arrêtés d'application ont été publiés au Journal officiel. Ces arrêtés concernent :

- les modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées et des garanties additionnelles en cas de mise en œuvre de mesures de gestion de la pollution des sols et des eaux souterraines (arrêté signé le 31 mai 2012, publié au JO du 23 mai 2012) ;
- la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution de garanties financières en application du 5° de l'article R. 516-1 du code de l'environnement (arrêté du 31 mai 2012, publié également au JO du 23 mai 2012) ;
- les modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement (arrêté du 31 juillet 2012, publié au JO du 8 août 2012).

Les exploitants des installations concernées doivent présenter au préfet un document attestant de la constitution de garanties pour les installations existantes des annexes 1 et 2 de l'arrêté du 31 mai 2012, avant le 1er juillet 2014 ou avant le 1er juillet 2019 (cf. liste en annexe 2 de l'arrêté du 31 mai 2012).

III. SITUATION ADMINISTRATIVE

La société GALVACIER est autorisée par arrêté préfectoral du 17/11/1993, modifié le 18/02/1998 et le 23/09/2008 à effectuer des activités de revêtement des matériaux ferreux contre la corrosion sur la commune de Saint-Sulpice.

Conformément à l'arrêté ministériel du 31/05/2012 fixant la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution des garanties financières, elle est concernée par les rubriques suivantes :

Rubriques ICPE	Libellé des rubriques/alinéa	Volume de l'activité
2565	Revêtement métallique ou traitement (nettoyage, décapage, conversion dont phosphatation, polissage, attaque chimique, vibro-abrasion, etc.) de surfaces (métaux, matières plastiques, semi-conducteurs, etc.) par voie électrolytique ou chimique, à l'exclusion du nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces visées par la rubrique 2564.	351 000 L
2567	Métaux (galvanisation, étamage de) ou revêtement métallique d'un matériau quelconque par immersion ou par pulvérisation de métal fondu.	2,2 tonnes d'acier brut par heure

Par courrier du 22/11/2012, complété le 26/06/2013, la société a fourni un calcul du montant de la garantie financière applicable aux installations relevant des rubriques susvisées.

La proposition de calcul de garantie financière transmise par l'exploitant est conforme aux dispositions de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 susvisé et conclut à un montant de garantie supérieur à 75 000 euros ; ce calcul a été validé par l'inspection.

L'exploitant doit maintenant constituer des garanties financières correspondantes conformément aux dispositions des articles R.516-1 5° et suivants du Code de l'Environnement.

Toutefois, la proposition de calcul de garantie financière transmise par l'exploitant repose sur des conditions de fonctionnement des installations qui doivent être précisées réglementairement.

Les modifications proposées concernent les prescriptions suivantes de l'arrêté préfectoral complémentaire du 23/09/2008 :

1) Les quantités maximales de déchets pouvant être entreposées sur le site

Les quantités de déchets pouvant être entreposées sur le site prises en compte par l'exploitant dans son calcul de garanties financières ne sont pas fixées dans l'arrêté préfectoral complémentaire. Il convient en conséquence de les préciser et elles ne devront pas dépasser, pour chaque type de déchets, les valeurs maximales définies dans le tableau ci-dessous, sur la base desquelles le montant des garanties financières a été calculé.

Type de déchets	Code des déchets	Nature des déchets	Quantité maximale sur site
Déchets non dangereux	20 01 01 20 01 38 20 01 39 20 01 99	DIB triés et non triés, y compris emballages, plastiques, bois.	4 T
Déchets dangereux	11 01 05 * 11 01 06 * 11 01 11 *	- Déchets liquides bains de traitement en vrac ; - Acides usés chargés en zinc ; - Déchets liquides divers acides.	3 x 25 T (stockage en cuves)
	11 01 98 * 11 01 13 *	Déchets bains de traitement conditionnés : - Boue de bain de fluxage, balayure ; - Boue de décapage ; - Boue de dégraissage.	8 T
	15 01 10 *	Emballages souillés non réutilisables.	2 T
	15 02 02 *	Matériaux souillés (chiffons, vêtements souillés, absorbants).	1 T
	11 05 03 *	Poussières du filtre.	1 T

IV. PROPOSITIONS

En application des dispositions de l'article R.516-1 du Code de l'Environnement, nous proposons à Madame la Préfète du Tarn :

- de fixer par arrêté complémentaire le montant des garanties financières applicables à la société GALVACIER à la somme de 105 520 euros HT (avec un indice TP 01 fixé à 703,8 de décembre 2013) soit **126 202 euros TTC**, tel que l'a validé l'inspection ;
- d'imposer dans cet arrêté complémentaire des modifications et des compléments aux prescriptions d'exploitation contenues dans l'arrêté préfectoral 23/09/2008.

Un projet d'arrêté préfectoral complémentaire établi dans ce sens est joint au présent rapport pour être soumis à l'avis du CODERST.

Il a été communiqué à l'exploitant qui n'a pas formulé de remarques particulières.

PROJET

DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT,
DE L'AMENAGEMENT ET DU LOGEMENT
DE MIDI-PYRENEES
Unité Territoriale Tarn-Aveyron
ICPE n°

ARRETE PREFECTORAL COMPLEMENTAIRE

**MISE EN ŒUVRE DES GARANTIES FINANCIERES POUR LA MISE EN SECURITE DES
INSTALLATIONS**

- VU l'article L 516-1 du Code de l'Environnement, relatif à la constitution des garanties financières,
- VU le Code de l'Environnement, livre V, titre 1^{er} relatif aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement et notamment ses articles R 512-33, R 512-39-1 et R 516-1 à R.516-6 ;
- VU la nomenclature des installations classées ;
- VU l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 fixant la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution de garanties financières en application du 5^o de l'article R. 516-1 du Code de l'Environnement ;
- VU l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées et des garanties additionnelles en cas de mise en œuvre de mesures de gestion de la pollution des sols et des eaux souterraines ;
- VU l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du Code de l'Environnement ;
- VU l'arrêté d'autorisation d'exploitation de la SAS GALVACIER en date du 17 novembre 1993,
- VU les arrêtés préfectoraux complémentaires du 12 octobre 1998 et du 23 septembre 2008, actualisant le classement et les prescriptions de fonctionnement de la SAS GALVACIER ;
- VU le courrier de l'exploitant en date du 22 novembre 2012 transmettant sa proposition de calcul de garantie financière, complétée le 26 juin 2013 ;
- CONSIDERANT** que les installations exploitées sont notamment soumises à autorisation au titre des rubriques n° 2565 et 2567 de la nomenclature des installations listées par l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 susvisé, et quelles sont considérées comme existantes au sens de ce même arrêté ;
- CONSIDERANT** que ces activités sont exploitées à des niveaux supérieurs aux seuils fixés par l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 susvisé ;
- CONSIDERANT** que la proposition de calcul de garantie financière transmise par l'exploitant est conforme aux dispositions de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 susvisé et conclut à un montant de garantie supérieur à 75 000 euros ;
- CONSIDERANT** en conséquence que l'exploitant doit constituer des garanties financières en vue d'assurer la mise en sécurité de l'ensemble de son site en cas de cessation d'activité de ce dernier, conformément aux dispositions des articles R.516-1 5^o et suivants du Code de l'Environnement ;

CONSIDERANT que la proposition de calcul de garantie financière transmise par l'exploitant repose sur des conditions de fonctionnement des installations différentes de celles initialement prévues dans les prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 17/11/1993 et des arrêtés préfectoraux complémentaires du 12/10/1998 et du 23/09/2008 susvisés, qu'il convient en conséquence de modifier et de compléter,

VU l'avis et les propositions en date du xxxx de l'inspection des installations classées ;

VU l'avis du CoDERST lors de sa séance du XXXX ;

Le pétitionnaire entendu

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture du TARN ;

ARRETE

Article 1 : La société GALVACIER, dont le siège social est ZI des Terres Noires à Saint-Sulpice (81370) est tenue de constituer des garanties financières pour les installations qu'elle exploite à cette même adresse.

Article 2 : Objet des garanties financières

Les garanties financières définies dans le présent arrêté complémentaire s'appliquent pour les activités suivantes :

Rubriques ICPE	Libellé des rubriques/alinéa	Volume de l'activité
2565	Revêtement métallique ou traitement (nettoyage, décapage, conversion dont phosphatation, polissage, attaque chimique, vibro-abrasion, etc.) de surfaces (métaux, matières plastiques, semi-conducteurs, etc.) par voie électrolytique ou chimique, à l'exclusion du nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces visées par la rubrique 2564.	351 000 L
2567	Métaux (galvanisation, étamage de) ou revêtement métallique d'un matériau quelconque par immersion ou par pulvérisation de métal fondu.	2,2 tonnes d'acier brut par heure

Elles sont constituées dans le but de garantir la mise en sécurité du site de l'installation en application des dispositions mentionnées à l'article R. 512-39-1 du Code de l'Environnement.

Elles s'établissent sans préjudice des garanties financières que l'exploitant constitue éventuellement en application du 3° du IV de l'article R 516-2 du Code de l'Environnement.

Article 3 : Montant des garanties financières

Le montant des garanties financières est fixé pour les activités définies à l'article 2 ci-dessus à 105 520 euros HT (avec un indice TP 01 fixé à 703,8 de décembre 2013) soit 126 202 euros TTC.

Article 4 : Délai de constitution des garanties financières

L'échéancier de constitution des garanties financières est le suivant :

- Option 1 :

- constitution de 20% du montant initial des garanties financières sous 1 mois à compter de la notification du présent arrêté ;
- constitution supplémentaire de 20% du montant total des garanties financières par an jusqu'en 2018, au 1er juillet de chaque année.

- Option 2 : En cas de constitution de garanties financières sous la forme de consignation entre les mains de la Caisse des Dépôts et Consignations :

- constitution de 20% du montant initial des garanties financières sous 1 mois à compter de la notification du présent arrêté ;
- constitution supplémentaire de 10% du montant total des garanties financières par an jusqu'en 2022, au 1er juillet de chaque année.

Article 5 : Établissement des garanties financières

Le document attestant la constitution des garanties financières est délivré par l'un des organismes prévu à l'article R.516-2 du Code de l'Environnement.

Il est établi dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 susvisé.

Le document attestant de la constitution des 20 % du montant initial des garanties financières est transmis à l'inspection des installations classées sous 3 mois à compter de la signature du présent arrêté.

Les documents attestant de la constitution des incréments suivants sont transmis à l'inspection des installations classées au moins trois mois avant chaque date anniversaire de la constitution initiale.

Article 6 : Renouvellement des garanties financières

Le renouvellement des garanties financières intervient au moins trois mois avant la date d'échéance du document prévu à l'article 5.

Pour attester du renouvellement des garanties financières, l'exploitant adresse au Préfet, au moins trois mois avant la date d'échéance, un nouveau document dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 susvisé.

Article 7 : Actualisation des garanties financières

Sans préjudice des dispositions de l'article R. 516-5-1 du Code de l'Environnement, l'exploitant est tenu d'actualiser le montant des garanties financières tous les cinq ans et en atteste auprès du Préfet.

Le montant réactualisé est obtenu par application de la méthode d'actualisation précisée à l'annexe II de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 susvisé au montant de référence figurant dans l'arrêté préfectoral pour la période considérée.

Article 8 : Révision du montant des garanties financières

Toute modification des conditions d'exploitation conduisant à une modification du coût de mise en sécurité nécessite une révision du montant de référence des garanties financières et doit être portée à la connaissance du préfet avant sa réalisation.

L'exploitant doit de plus informer le préfet de tout changement de garant, de tout changement de forme de garanties financières et de toute modification des modalités de constitution des garanties financières.

Article 9 : Absence de garanties financières

Outre les sanctions rappelées à l'article L516-1 du code de l'environnement, l'absence de garanties financières peut entraîner la suspension du fonctionnement des installations classées visées au présent arrêté, après mise en œuvre des modalités prévues à l'article L.171-8 de ce code. Conformément à l'article L.171-9 du même code, pendant la durée de la suspension, l'exploitant est tenu d'assurer à son personnel le paiement des salaires, indemnités et rémunérations de toute nature auxquels il avait droit jusqu'alors.

Article 10 : Appel des garanties financières

Le Préfet peut faire appel aux garanties financières quand les obligations de remise en état, de surveillance et d'intervention telles que prévues par l'article R 516-2-IV du Code de l'environnement ne sont pas réalisées selon les prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter et/ou des arrêtés préfectoraux complémentaires après intervention des mesures prévues à l'article L 171-8 du même Code ou en cas de disparition juridique de l'exploitant.

Article 11 : Levée de l'obligation de garanties financières

L'obligation de garanties financières est levée à la cessation d'exploitation des installations nécessitant la mise en place des garanties financières, et après que les travaux couverts par les garanties financières ont été normalement réalisés.

Ce retour à une situation normale est constaté, dans le cadre de la procédure de cessation d'activité prévue aux articles R. 512-74 et R. 512 39-1 à R. 512-39-3, par l'inspection des installations classées qui établit un procès-verbal de récolement.

L'obligation de garanties financières est levée par arrêté préfectoral.

En application de l'article R. 516-5 du code de l'environnement, le préfet peut demander la réalisation, aux frais de l'exploitant, d'une évaluation critique par un tiers expert des éléments techniques justifiant la levée de l'obligation de garanties financières.

Article 12 : Changement d'exploitant

Le changement d'exploitant est soumis à autorisation préfectorale. Le nouvel exploitant adresse au préfet les documents établissant ses capacités techniques et financières et l'acte attestant de la constitution de ses garanties financières, au moins trois mois avant le changement effectif d'exploitant.

Lorsque le changement d'exploitant n'est pas subordonné à une modification du montant des garanties financières, l'avis du Conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires n'est pas requis. A défaut de notification d'une décision expresse dans un délai de 3 mois, le silence gardé par le préfet vaut autorisation de changement d'exploitant.

Article 13 : Quantités maximales de déchets pouvant être entreposées sur le site

A tout moment, les quantités de déchets pouvant être entreposées sur le site ne doivent pas dépasser, pour chaque type de déchets, les valeurs maximales définies dans le tableau ci-dessous, sur la base desquelles le montant des garanties financières fixé à l'article 3 du présent arrêté a été calculé.

Type de déchets	Code des déchets	Nature des déchets	Quantité maximale sur site
Déchets non dangereux	20 01 01 20 01 38 20 01 39 20 01 99	DIB triés et non triés, y compris emballages, plastiques, bois.	4 T
Déchets dangereux	11 01 05 * 11 01 06 * 11 01 11 *	- Déchets liquides bains de traitement en vrac ; - Acides usés chargés en zinc ; - Déchets liquides divers acides.	3 x 25 T (stockage en cuves)
	11 01 98 * 11 01 13 *	Déchets bains de traitement conditionnés : - Boue de bain de fluxage, balayure ; - Boue de décapage ; - Boue de dégraissage.	8 T

Déchets dangereux	15 01 10 *	Emballages souillés non réutilisables.	2 T
	15 02 02 *	Matériaux souillés (chiffons, vêtements souillés, absorbants).	1 T
	11 05 03 *	Poussières du filtre.	1 T

Article 14 : Sanctions

Les infractions ou l'inobservation des conditions légales fixées par le présent arrêté entraîneront l'application des sanctions pénales et administratives prévues par le Titre 7 du livre I du Code de l'Environnement.

Article 15 : Frais

Tous les frais occasionnés par l'application du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Article 16 : Délais et voies de recours

La présente décision pourra être déférée au Tribunal Administratif de TOULOUSE. Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée. Le délai de recours est de un an pour les tiers à compter de la publication et de l'affichage de cet arrêté.

Article 17 : Notification et publicité

Le présent arrêté sera notifié à la Société GALVACIER.

Un extrait du présent arrêté sera affiché en permanence de façon lisible dans l'installation par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

Un extrait sera publié, aux frais du demandeur, dans deux journaux locaux ou régionaux et affiché en mairie de SAINT-SULPICE par les soins du Maire pendant un mois.

Article 18 : Exécution et ampliation

Le Secrétaire Général de la Préfecture du TARN, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Midi-Pyrénées ainsi que le Maire de SAINT-SULPICE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée :

- à la société GALVACIER à Saint-Sulpice,
- à Mme le Maire de Saint-Sulpice,
- à la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Midi-Pyrénées à Toulouse,
- à l'Unité Territoriale Tarn-Aveyron de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement à Albi.

A, le

La PREFETE

